

 <https://www.aefinfo.fr/depeche/716625-plf-2025-matignon-adresse-les-lettres-plafonds-aux...>

 Quentin Chatelier

 5 min read

PLF 2025 : Matignon adresse les lettres plafonds aux ministères, dans le cadre d'un budget à crédits constants

Matignon a adressé le 20 août 2024 aux ministères les lettres arrêtant leurs plafonds de crédits et d'emplois dans le PLF 2025, indique l'entourage de Gabriel Attal. Une étape supplémentaire dans la préparation du budget de l'État pour 2025, alors qu'Emmanuel Macron n'a pas encore nommé de nouveau Premier ministre après les élections législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet derniers. "Le prochain gouvernement pourra faire les ajustements qu'il juge nécessaires", précise Matignon, écartant toute décision politique susceptible de dépasser la gestion des "affaires courantes".

Comment préparer le PLF pour 2025 alors que le gouvernement est démissionnaire depuis le 16 juillet 2024 ([lire sur AEF info](#)) et que le président de la République n'a pas nommé de nouveau Premier ministre ? Si l'administration a assuré son travail technique de préparation au cours de la période estivale, le temps des décisions politiques approche à grands pas. Afin notamment "d'assurer la continuité de l'État" et de "préparer l'avenir et les principales priorités", Matignon a adressé le 20 août 2024 aux ministères les lettres de cadrage fixant leurs plafonds de crédits et d'emplois pour 2025. Une pratique habituelle dans la préparation des échéances budgétaires de l'automne malgré l'absence d'obligation constitutionnelle ou légale, qui prend en 2024 une tournure particulière au regard du contexte politique.

"Budget zéro valeur"

Contrairement aux propositions faites par le ministre de l'Économie démissionnaire Bruno le Maire, ces "lettres plafonds" n'actent pas une baisse de la dépense publique pour 2025

mais une stabilité en montant par rapport à la loi de finances initiale pour 2024. "Les lettres plafonds prennent en compte notre objectif de rétablissement des finances publiques. Le choix a été fait de maintenir en 2025 le niveau de crédits global de 2024, soit 492 milliards d'euros", fait savoir Matignon. En pratique, ce "budget zéro valeur" revient à une contraction des crédits, dont le montant n'est pas revalorisé de l'inflation. "Nous nous mettons donc dans une position nous permettant d'être sous la barre des 3 % de déficit en 2027", ajoute l'entourage du Premier ministre démissionnaire, rappelant l'objectif politique fixé par l'exécutif avant les élections législatives anticipées.

Pour autant, pas question pour Gabriel Attal de remettre en cause ses priorités dans les "lettres plafonds". "Les principales priorités qui ont été définies par le Parlement ces dernières années sont préservées", martèle Matignon, citant notamment le budget militaire issu de la [loi de programmation militaire](#) du 1er août 2023 ainsi que "d'autres budgets qui font l'objet d'une augmentation, d'une stabilité ou d'une absence de baisse", comme la culture ou le sport.

S'agissant du budget de la mission travail/emploi, Matignon évoque des "économies" liées à la baisse du chômage et des "dispositifs qui pourraient être réformés comme les aides à l'apprentissage qui représentent au total plus d'une vingtaine de milliards d'euros, pour les rendre plus efficaces et économes".

Pas de décision engageante pour le futur gouvernement

Compte tenu de la situation politique particulière qui impose au gouvernement actuel de ne traiter que les "affaires courantes", Matignon insiste sur l'absence de décision politique dans l'envoi des "lettres plafonds" aux ministères. "C'est une étape nécessaire [pour la préparation du PLF 2025], mais les lettres plafonds ne sont pas gravées dans le marbre. Elles permettent de préparer un budget, mais le nouveau gouvernement pourra faire les ajustements qu'il juge nécessaires. Ce n'est pas un carcan mais un travail technique", assure l'entourage du Premier ministre. "La préoccupation principale de Gabriel Attal est que le gouvernement qui lui succédera ait les moyens de présenter un budget dans les temps", à savoir un envoi au Parlement au plus tard le 1er octobre 2024. Soit une présentation en Conseil des ministres a priori le 25 septembre.

Le futur Premier ministre de plein exercice, que devrait nommer le président de la République dans les prochains jours, et son gouvernement auront donc la possibilité de

modifier la trajectoire budgétaire retenue par l'exécutif actuel.

En parallèle du PLF et dans le même contexte politique incertain, l'exécutif démissionnaire prépare le PLFSS pour 2025. Si la pratique ne prévoit pas l'envoi de "lettres plafonds", l'administration est également à pied d'œuvre pour permettre au futur gouvernement de présenter un texte au Parlement à l'automne. "Le travail de préparation est en cours, les délais sont un petit peu plus desserrés. Nous travaillons sur les mesures, notamment pour crédibiliser l'augmentation de l'Ondam" ([lire sur AEF info](#)), indique Matignon. Là encore, les choix politiques pour 2025 devront être faits par le nouveau Premier ministre et sa future équipe gouvernementale.

Generated with Reader Mode